



Alliance Européenne

**Priorités politiques
du groupe AE pour 2015-2020**

Recommandations pour le mandat du CdR



Priorités politiques du groupe AE pour 2015-2020
Recommandations pour le nouveau mandat

L'Union européenne, avec ses 28 États membres, couvre un territoire très vaste riche tant de sa géographie physique que de sa diversité culturelle. Ses divers pays, régions et localités offrent des idées et possibilités susceptibles d'assurer le développement futur d'autres États membres ainsi que, plus largement, de la matrice des institutions de l'Union européenne. Le groupe AE défend un socle commun dans les principaux domaines, tout en respectant l'identité des nations et régions de ses membres. Nous croyons en une politique du consensus, qui permet de prendre en considération les vues de chacun d'entre eux. Le groupe AE s'emploie à donner aux membres les moyens de participer pleinement à tous les travaux du CdR, au bénéfice de leurs pays, régions, collectivités territoriales et de tous ceux que nos membres représentent. Pour ce faire, l'UE doit être plus démocratique, plus proche de ses citoyens et plus transparente. Clarté, accessibilité et efficacité, voilà ce que nous attendons de l'Union européenne. La clarté, c'est permettre aux citoyens de comprendre nos méthodes de travail et les objectifs que nous nous efforçons de réaliser. L'accessibilité, c'est ouvrir nos portes à nos citoyens. L'efficacité, c'est posséder une structure institutionnelle démocratique mais en même temps efficace.

Le groupe AE continuera de prendre pleinement en considération les tendances politiques et économiques actuelles, qui ne cessent d'évoluer, et contribuera à élaborer des stratégies cohérentes en conséquence. Nous estimons que la clé de la prise en compte de ces tendances réside en grande partie dans la possibilité, pour nos collectivités locales et régionales, de faire entendre leurs voix au cœur de l'Europe; c'est pourquoi nous pensons que le Comité des régions et les collectivités locales et régionales devraient jouer un rôle important en tant qu'acteurs à part entière du processus d'élaboration des politiques de l'Union. Le groupe AE défend le principe de subsidiarité pour assurer que les décisions sont prises à un niveau le plus proche possible des citoyens et maximiser la participation des citoyens à la vie politique. À cet égard, le groupe AE reconnaît que les jeunes ont un rôle essentiel et complet à jouer dans le débat sur leur avenir.

Il est important que le Comité des régions apporte sa valeur ajoutée au processus décisionnel de l'UE en fournissant un appui, des contacts et un savoir-faire au niveau local. Le groupe AE encouragera les institutions de l'UE, en étroite coopération avec les collectivités territoriales et la société civile, à promouvoir une meilleure communication avec les citoyens et à soutenir des campagnes d'information aux niveaux local et régional, tant au sein des États membres que dans les pays candidats et potentiellement candidats. Nous devons rétablir le lien entre l'UE et ses citoyens, de sorte à garantir qu'ils développent un sentiment d'appartenance à l'UE et aient une connaissance plus profonde des différentes politiques qui ont une incidence sur leur vie quotidienne.

En outre, il ne doit pas s'agir d'un processus unidirectionnel, au cours duquel l'UE travaille à partir du sommet pour influencer sur les mesures prises sur le terrain. Le CdR devrait s'efforcer de promouvoir une approche ascendante pour faire connaître les besoins des collectivités locales et régionales à la Commission européenne. Il convient, avec cet objectif en tête, d'explorer et de mettre en œuvre de nouveaux mécanismes, de sorte que les avis du CdR, par l'intermédiaire des institutions de l'UE, trouvent une traduction concrète et débouchent sur des actions.

Notre groupe a l'intention d'établir un ordre de priorité pour nos principaux objectifs annuels au début de chaque année du futur mandat.

1. Investir dans l'avenir de l'Europe

Notre groupe entend mettre l'accent sur certains des thèmes suivants:

Au-delà de la stratégie Europe 2020: vers de la croissance et des emplois dans toutes les régions

Ce mandat sera décisif pour faire de la stratégie Europe 2020 et du plan d'investissement une véritable réussite capable d'apporter véritablement de la croissance et des emplois. Du point de vue du groupe AE, la stratégie doit être réexaminée afin de remédier à ses lacunes.

L'Union européenne, qui a été frappée par une crise économique sans précédent, devra renouveler son engagement en vue de garantir un développement durable, non seulement d'un point de vue économique, mais aussi sur le plan social et environnemental.

En outre, cette stratégie devrait maintenir le cap sur la réalisation de l'objectif de la cohésion territoriale, laquelle maintient l'UE en tant qu'ensemble de nations et de régions, où le potentiel, les idées et les possibilités que recèlent ces régions sont respectés, négociés et encouragés.

En matière d'énergie, de nouvelles approches devront être conçues afin de stimuler une croissance durable et de promouvoir une véritable création d'emplois au niveau local. Certains États membres ont eu davantage de réussite que les autres en matière de création d'emplois. Il y a lieu d'évaluer les différents modèles d'emploi qui existent dans toute l'Europe et de faire connaître à l'ensemble des États membres de l'UE ceux qui ont été couronnés de succès.

L'Union doit faire preuve d'une réelle volonté d'investir davantage dans l'éducation, l'innovation et la recherche, qui sont essentielles à la réalisation des avantages concurrentiels. L'UE devrait s'efforcer de mobiliser les investissements privés et publics pour relancer la croissance économique et renforcer sa compétitivité dans les principaux secteurs de haute technologie, tels que les TIC, les sciences de la vie et les sources d'énergie plus propres, tout en assurant un développement équilibré dans toutes les régions.

Nous mettons un intérêt particulier à surveiller de près la mise en œuvre de la stratégie révisée au niveau des États membres mais également au niveau régional et local, en vue de contribuer à la réalisation de la nouvelle priorité que l'Union européenne s'est donnée pour les années à venir.

Restaurer les finances publiques et soutenir les investissements

Le groupe AE encouragera une meilleure coopération économique et un réexamen de la gouvernance économique de l'Union européenne afin de garantir la solidité et la stabilité des finances publiques tout en ménageant de la souplesse pour les investissements au profit du développement.

La crise économique ne saurait avoir un impact négatif sur la vie des citoyens ni sur l'autonomie financière des collectivités locales et régionales et leur rôle en tant que prestataires de services.

Le groupe AE estime que les programmes de l'Union et l'aide qu'elle apporte devraient s'ajouter aux fonds dont bénéficient actuellement les régions et les collectivités locales.

Le groupe AE encouragera les collectivités locales et régionales à utiliser les ressources disponibles et des instruments financiers innovants pour mobiliser des fonds supplémentaires et faire des investissements ambitieux et à long terme dans l'éducation, l'apprentissage tout au long de la vie, la recherche et l'innovation, des infrastructures de qualité, des transports publics durables ainsi que dans les technologies économes en énergie.

Le groupe AE estime que la promotion de l'esprit d'entreprise, des PME et des entreprises sociales au niveau local et régional est indispensable pour faciliter une reprise économique durable.

Investir dans les ressources humaines

Le groupe AE accordera la priorité la plus élevée à l'éducation, l'apprentissage tout au long de la vie et la formation, en tant qu'ils sont des instruments essentiels pour accroître la participation au marché du travail et lutter contre le chômage des jeunes, dont le taux est chroniquement élevé en Europe. L'accès universel à l'éducation doit être une priorité essentielle de l'Union européenne. En investissant dans les écoles, universités et établissements secondaires, nous pourrions améliorer et protéger la richesse intellectuelle et financière grâce à l'enseignement. Le vieillissement de la population et le faible taux de natalité mettent en péril nos systèmes de protection sociale et nos régimes de retraite, et posent des obstacles considérables pour l'accès des jeunes au marché du travail. Le groupe AE souligne l'importance du Fonds social européen, du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation, du Fonds européen de développement régional ainsi que du Fonds européen pour les investissements stratégiques, afin de contribuer à soutenir les collectivités locales et régionales dans la lutte contre le chômage, tout en fournissant aux personnes, quel que soit leur âge, les nouvelles compétences requises. Le groupe AE accorde une attention particulière à la reconnaissance des qualifications et à toute politique visant à favoriser la mobilité et les investissements dans la culture d'entreprise.

Recherche, innovation, économie verte et développement numérique

Le groupe AE continuera d'œuvrer pour garantir l'inclusion de tous les Européens dans la société de la connaissance. Nous mettrons l'accent sur la fourniture d'infrastructures ainsi que sur le rôle de la recherche et de l'innovation, de manière à jeter les bases d'un espace européen de la recherche. Le groupe est pleinement convaincu qu'il convient de fixer des objectifs clairs, réalistes et, dans la mesure du possible, contraignants, afin de combler l'écart en matière d'innovation auquel l'UE est confrontée.

Le groupe AE insiste sur l'importance d'investir dans une croissance «verte» et des technologies visant à favoriser une économie à faible intensité de carbone et à améliorer l'efficacité énergétique. Nous estimons que l'innovation et la recherche ne devraient pas être axés seulement sur les entreprises mais s'orienter davantage vers l'amélioration de la richesse des citoyens ainsi que vers la protection de l'environnement et des ressources naturelles.

En outre, le groupe AE reconnaît les avantages et les possibilités engendrés par le développement de l'économie numérique et de la société de l'information, notamment pour le tissu socioéconomique de nos zones rurales ou montagneuses, ainsi que des zones les plus éloignées. Le groupe AE souhaite que les villes et les régions soient transformées grâce à l'augmentation et l'amélioration de la connectivité, en assurant l'accès universel à la large bande et à l'internet en vue de garantir l'égalité d'accès et des chances pour les citoyens, qu'ils vivent dans des zones urbaines, rurales ou des régions périphériques.

Nous continuerons d'apporter une précieuse contribution au développement de l'administration en ligne à l'échelon local et régional, tout en soulignant la nécessité de réduire la fracture numérique et technologique entre les zones urbaines et les zones rurales ainsi qu'entre les générations. Les actions locales et régionales sont la manière la plus efficace de parvenir à des résultats.

Diversité culturelle et linguistique

Le groupe AE estime que la force de l'Europe réside dans son patrimoine culturel ainsi que dans l'étendue de sa diversité culturelle. L'UE a pris corps dans un lieu qui abrite des sites de civilisation parmi les plus anciens du monde. Au niveau mondial, elle a aussi la chance de compter un patrimoine très vaste ainsi que des paysages et régions magnifiques. L'AE reconnaît que la célébration et la commémoration du patrimoine culturel unit les citoyens de l'UE, est un atout dans le domaine de la diplomatie internationale, inspire l'identité et la créativité, stimule la notion de citoyenneté active, et est l'un des principaux fondements à la base des futures stratégies de développement régional pour les zones urbaines et rurales.

Le groupe AE est attaché au principe de l'autodétermination des peuples, ce qui implique que l'Union européenne doit aussi permettre les «élargissements internes» à de nouveaux États membres, dans la mesure où l'émergence de ceux-ci est le fruit d'un processus pacifique et démocratique.

Nous nous emploierons à soutenir les identités nationales et régionales, en garantissant que le respect de la diversité culturelle et linguistique soit l'un des principes fondamentaux qui sous-tendent le processus d'intégration européenne, dont l'objet n'est pas de niveler les différences ou de créer des identités uniformes, mais de favoriser une plus grande coopération et une meilleure compréhension entre les peuples d'Europe. Le groupe AE continuera de promouvoir et de préserver les langues moins répandues et les langues régionales d'Europe.

2. De la solidarité pour parvenir à la prospérité et à la durabilité environnementale

Notre groupe entend mettre l'accent sur certains des thèmes suivants:

La cohésion territoriale, y compris la coopération transfrontalière

Dans le contexte de la mondialisation, le fait de mettre en valeur la nouvelle diversité en tant que source de renforcement de l'économie et de richesse culturelle contribuera à augmenter la cohésion des communautés par la concurrence et la solidarité.

Les fonds régionaux et structurels doivent être mis en œuvre de sorte à garantir un développement équilibré entre toutes les régions de l'UE. La politique de cohésion européenne doit évoluer avec les

besoins des régions, et viser une réduction des écarts entre les régions riches et les régions plus pauvres. Il est important de réaliser une Union qui favorise la cohésion, reconnaisse l'existence de responsabilités communes et fasse preuve de solidarité. En outre, la politique de cohésion de l'UE devrait se concentrer sur l'objectif central de renforcement des possibilités d'emploi tout en réduisant les inégalités sociales.

Le groupe AE plaide en faveur d'un réel changement de culture dans la mise en œuvre de la réforme de la politique de cohésion et s'engage à suivre la participation des collectivités locales et régionales et l'application pleine et entière du principe de partenariat, désormais consacré par la législation de l'UE (avec le code de conduite européen en matière de partenariat).

Nous lançons un appel en faveur d'un soutien accru au renforcement des capacités et aux possibilités de formation à l'intention des fonctionnaires des municipalités chargés de projets ainsi qu'en faveur de procédures rationalisées.

Investir dans les infrastructures est important, mais le groupe AE estime qu'il n'y aura pas de développement si l'on ne donne pas la priorité aux personnes.

Nous pensons qu'il est fondamental de renforcer la coordination des instruments de financement et des synergies entre les budgets européens, nationaux et locaux.

Sur la base des expériences positives des macrorégions de la mer Baltique, du Danube et de la zone adriatico-ionienne, le groupe AE veillera à apporter son soutien à la nouvelle stratégie alpine (SUERA), étant donné que celle-ci contribuera à améliorer la cohérence des politiques et à conduire à une intensification de la coopération entre les différents niveaux de gouvernement, afin d'aborder les défis communs tels que l'harmonisation de la protection de l'environnement et le développement économique.

Le groupe AE assurera le suivi de la mise en œuvre de la nouvelle SUERA et veillera à ce que cette stratégie, tout en donnant la priorité aux intérêts des régions centrales des Alpes, prenne dûment en considération les zones et les villes environnantes, afin que l'interdépendance entre ces régions puisse être mutuellement bénéfique.

Vers une politique équilibrée entre zones urbaines et zones rurales

Le groupe AE reconnaît les avantages réels et tangibles dont bénéficient les citoyens européens grâce à l'engagement des États membres et de la Commission européenne en faveur d'une politique structurelle et de cohésion à long terme, forte et cohérente.

La revitalisation urbaine constitue certes un domaine capital, mais il faut néanmoins reconnaître l'importance de toutes les régions et communautés locales d'Europe et le rôle qu'elles sont appelées à jouer dans la construction d'une économie forte. Le groupe AE recommandera vivement que les futurs programmes financés par les Fonds structurels couvrent des questions telles que la rénovation urbaine et rurale, la détresse sociale, les initiatives spécifiques en matière de logement, les restructurations économiques et les transports publics, ainsi que la revitalisation des zones rurales et montagneuses.

Le groupe AE souhaite voir des actions résolues pour la revitalisation des villes, notamment pour la réhabilitation des centres urbains qui ont été négligés au profit de l'extension à grande échelle des centres commerciaux en périphérie des villes.

Le groupe AE reconnaît l'importance de toutes les régions européennes et l'importance de garantir un équilibre entre les dimensions urbaine et rurale dans les futurs programmes. Les communautés rurales sont une composante essentielle de l'Europe et fournissent le carburant nécessaire au fonctionnement des villes. Les institutions doivent dès lors garantir une approche équilibrée dans toutes leurs activités. Le groupe AE défend l'importance des zones rurales, agricoles et de montagne en tant qu'atout essentiel pour le développement économique et social local et demande aux institutions européennes de prendre davantage en compte les besoins des zones rurales et de trouver un juste équilibre entre les politiques de développement urbain et rural. Le groupe AE croit en une politique agricole qui couvre toutes les étapes «de la ferme à l'assiette» en garantissant à la fois une abondance de produits agricoles traçables et de haute qualité et la protection des ressources naturelles et environnementales de nos régions.

Tourisme durable

Le groupe AE souhaite attirer l'attention sur le fait que le tourisme est un phénomène mondial qui prend corps au niveau local, mais dans lequel il convient de trouver une niche, compte tenu de la concurrence très diversifiée. En conséquence, notre groupe estime que l'élaboration d'une politique cohérente en matière de tourisme durable permettra de procurer des avantages tangibles aux communautés locales, tant sur le plan économique que sur le plan environnemental. Le tourisme est un facteur important dans le PIB et l'emploi, à tous les niveaux — local, régional, national et européen. Le groupe AE reconnaît l'importance du rôle essentiel joué par le tourisme dans la promotion du développement régional et de la cohésion territoriale, et invite la Commission européenne à continuer à mettre l'accent sur le caractère transversal du tourisme et à fournir aux États membres et aux collectivités locales et régionales des instruments financiers appropriés et accessibles pour promouvoir et soutenir les initiatives dans ce secteur. En particulier, le groupe AE demande à la Commission de continuer à promouvoir des mesures favorisant le tourisme durable.

Environnement et changement climatique

Le groupe AE examinera l'évolution des initiatives de la Commission européenne qui aideront l'UE à s'orienter vers une économie efficace dans l'utilisation des ressources et à faible émission de carbone, à lutter contre les défis posés par le changement climatique, la dégradation de l'environnement et la diminution de la biodiversité, et à renforcer la mobilité durable.

Le groupe AE est déterminée à mener une action de sensibilisation et à aider les collectivités locales et régionales à réduire leur empreinte carbone tout en tenant dûment compte des différentes sources d'énergie utilisées et des conditions locales diversifiées à l'échelle de l'UE.

Nous voulons voir des accords mondiaux ambitieux encourageant toutes les régions à jouer un rôle dans la réduction des émissions et à garantir un avenir durable pour l'Europe du point de vue de l'environnement.

Le groupe s'emploiera à ce que l'accent soit mis sur les investissements verts en vue d'assurer une mobilité durable et l'utilisation efficace des ressources naturelles dans la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020.

Économie circulaire et déchets

Le groupe AE défend l'importance de la transition vers une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, qui fait une utilisation raisonnée des ressources naturelles, des matières et des déchets, lesquels devraient être réutilisés et recyclés dans la mesure du possible.

À cet égard, nous invitons avec insistance la Commission européenne à adopter rapidement de nouvelles initiatives visant à promouvoir une économie circulaire, permettant ainsi à l'UE d'éviter la perte de précieux matériaux, comme le plastique, de promouvoir le recyclage, de réduire les émissions et les incidences sur l'environnement tout en créant de nouveaux emplois et des possibilités de développement économique.

Bioéconomie

La biodiversité est l'une des principales priorités environnementales de l'UE.

Le groupe AE estime qu'il est vital que nous continuions à mettre en œuvre une politique de gestion durable des forêts et que des efforts soient consacrés à accroître de manière considérable la part de la biomasse forestière utilisée dans la production d'énergie renouvelable.

Le groupe AE soutient la mise en œuvre des stratégies et des plans d'action régionaux en faveur de la biodiversité, afin de contribuer à assurer l'avenir des sources d'énergie et d'accroître leur potentiel économique. Nous nous efforçons de trouver un consensus pour faire sortir l'Europe de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et pour développer une bioéconomie.

Énergie

L'énergie est l'une des principales sources de richesse dans toutes les sociétés. Des décisions importantes devront être prises et des choix essentiels devront être faits au niveau européen pour améliorer l'approvisionnement énergétique et promouvoir les sources d'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique. Le groupe AE demande l'achèvement du marché intérieur de l'énergie et la mise en place d'une véritable Union de l'énergie avec l'interconnexion des réseaux d'énergie ainsi que des mesures nouvelles et des incitations économiques destinées à améliorer l'efficacité énergétique. Plus particulièrement, le groupe AE souhaite voir des mesures qui aideront l'Europe à tirer parti de l'énorme potentiel offert par les sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie marémotrice, houlomotrice, géothermique, éolienne, solaire et hydroélectrique et la biomasse durable. L'Union doit redoubler d'efforts pour promouvoir des sources d'énergie plus propres et l'efficacité énergétique et pour aider les régions à exploiter leur potentiel de ressources naturelles tout en assurant une énergie à des prix abordables pour les citoyens.

Le groupe AE invitera la Commission européenne à prévoir un financement pour les villes et régions signataires de la Convention des maires afin de pouvoir réaliser les objectifs fixés dans ce pacte.

3. **Une Europe plus forte dans le monde**

Notre groupe entend mettre l'accent sur certains des thèmes suivants:

L'Europe en tant que partenaire mondial

Le processus d'unification de l'Europe est avant tout un projet de paix. Étendre la zone de liberté et de paix, en particulier en couvrant le voisinage de l'UE au sens large, devrait être un objectif général de la politique européenne.

Le groupe AE rappelle que l'Union doit parler d'une voix forte dans le monde dans le domaine des relations extérieures.

Le groupe AE encouragera les institutions de l'UE à rendre plus efficace la politique d'élargissement, à poursuivre les négociations avec les pays ayant vocation à l'adhésion et à garantir une politique européenne de voisinage forte. Les voisins de l'Union européenne devraient bénéficier d'un appui important pour développer la démocratie et la prospérité dans leurs pays respectifs.

Nous croyons dans l'amélioration de la coopération avec les pays voisins.

Les migrations

Le groupe AE est favorable à une politique d'immigration et de migration fondée sur les droits fondamentaux et qui tienne pleinement compte des besoins et des problèmes des collectivités locales et régionales.

Dans le même temps, notre groupe appelle à davantage de solidarité et de coopération entre les États membres dans la mise en œuvre d'une législation cohérente en matière d'immigration, la surveillance des frontières extérieures et la lutte contre l'immigration irrégulière et la traite des êtres humains. Il importe que l'UE prenne conscience des difficultés spécifiques que rencontrent les régions frontalières confrontées à des crises humanitaires.

La sécurité et la paix

Le groupe AE condamne toute forme d'agression et unira ses forces à celles d'autres partenaires pour promouvoir la paix, la solidarité, la stabilité et la sécurité à l'intérieur de l'UE et le long de ses frontières, tout en soutenant les pays voisins dans la promotion de la démocratie locale et du développement local.

Le groupe AE continuera de faire pression sur la Commission européenne pour qu'elle respecte son obligation de fournir un soutien et une assistance à l'Ukraine, et il encourage la coopération locale entre les collectivités locales de l'UE et les autorités locales et régionales ukrainiennes.

Le groupe AE estime qu'il est important que les collectivités locales et régionales soient impliquées dans la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme et la radicalisation terroriste pour garantir la sécurité des citoyens dans les zones urbaines et rurales.

Sur la base des objectifs définis précédemment et des prochains événements susmentionnés, le groupe AE voudrait également souligner ce qui suit:

4. Gouvernance européenne et dimension interinstitutionnelle

Le groupe AE réitère son attachement à une meilleure gouvernance européenne basée sur une amélioration considérable en termes de fonctionnement, de simplicité et de transparence de l'Union européenne par rapport aux traités existants. Notre groupe salue l'approche de la Commission européenne selon laquelle l'Union européenne n'atteindra ses objectifs que dans la mesure où ses institutions, les pouvoirs publics nationaux, régionaux et locaux, ainsi que les citoyens eux-mêmes y contribuent ensemble. Notre groupe œuvrera à l'intensification du processus de consultation et d'analyse d'impact de la législation, proposée par la Commission, dans le cadre de l'objectif d'amélioration de la réglementation. Nous continuerons également de renforcer la coopération avec les autres institutions de l'UE, en particulier avec le Conseil et le Parlement européen, pour faire en sorte que les avis et les recommandations du CdR aient véritablement un impact.

Tous ces objectifs prioritaires seront réalisés dans le respect des principes de subsidiarité, de proportionnalité et de simplification administrative.

UNION EUROPÉENNE



Comité des Régions

Pour de plus amples informations, veuillez contacter:

**Secrétariat de l'AE
COMITÉ DES RÉGIONS**

Rue Belliard 99-101

B – 1040 Bruxelles

Tél: +32 2 282 2245

Fax:+32 2 282 2334

Courrier électronique: micheal.oconchuir@cor.europa.eu